N° 365 — 17e Année — CINQ CENTIMES LE NUMERO — Dimanche 31 Décembre

RÉDACTION : ROUBAIX, 69, rue des Fabricants (près la place de Tribeh). TOURCOING, rue Verte, 94

Siège administratif : Rue Nationale, 51, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS : Roubaix-Tourcoing : Trois mois : 4 fr. 50. — Un an : 18 fr. Nord et départements limitrophes : Trois mois : 5 francs. — Un an : 20 francs.

L'ÉCHO DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES, RÉCLAMES, FAITS DIVERS, LOCALES

Les annonces sont reçues aux bureaux du journal ; à Paris, chez Havas, 8, rue Taitbout.

TÉLÉPHONE

Elections Sénatoriales

DU 7 JANVIER 1906

CANDIDATS

du Congrès Républicain Départemental

Alfred Girard,
Membre du Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie, Valenciennes, Sénateur sortant.

Maxime Lecomte,
Avocat, Docteur en droit, ancien Secrétaire du Sénat, Membre de la Commission des Douanes, Rapporteur du budget de la Justice, Sénateur sortant.

Auguste Pottier,
Conservateur, Membre du Conseil supérieur de l'Agriculture et de la Commission des Douanes, Conseiller général, Maire d'Hondeghem, Sénateur sortant.

Jean Trystram,
Président de la Chambre de Commerce de Dunkerque, Sénateur sortant.

Paul Hayez,
Industriel, Membre de la Chambre de Commerce de Douai, Conseiller d'arrondissement, Sénateur sortant.

Paul Bersez,
Député, Maire de Cambrai, Vice Président du Conseil général du Nord.

Charles Debierre,
Professeur à la Faculté de Médecine, Conseiller municipal de Lille.

Evrard Eliez,
Député, Président du Conseil général du Nord, Maire de Berlaimont.

LES FAITS DU JOUR

— Tous les journaux allemands importants, sauf un, reconnaissent l'exactitude des paroles de paix de Guillaume II.

— 21 maisons ont été incendiées à Saint-Pierre-Lobost (Creuse).

OPINIONS

LOURDES et ses Tenanciers

Un livre courageux vient de paraître, sous ce titre. Il est signé Jean de Bonnefon. C'est être qu'au point de vue ecclésiastique, mal n'en peut méconnaître l'autorité, de même qu'au point de vue littéraire, les lecteurs de cette œuvre — et il est à souhaiter qu'elle en ait d'innombrables — pouvent être assurés d'y trouver documentation savante et savoureuse verve.

Le tableau — trop véridique, hélas ! — que nous présente M. Jean de Bonnefon, est un dyptique. D'un côté, et d'abord, Lourdes actuel, le sanctuaire cossu des miracles, le tonti édifice de superstition et d'escroquerie, avec sa grotte où l'on détrousse les crédulences et les poches, avec son Gave cherchant de l'or, au flot renouvelé, toujours croissant, de la bêtise publique.

A défaut de l'avoir contemplé de sa propre stupeur, on n'oublia pluc, quand on l'a vu à travers les pages de ce livre, la paysage de Lourdes en 1905 : « Un refuge sacré où les lois civiles ne pénètrent pas, arrêtées par une barrière d'intérêts électoraux ; un amas de chapelles non autorisées et non fermées, un fief de la congrégation où les pères de l'Immaculée-Conception règnent, où les assomptionnistes, les oblats, les moines de toutes barbes et de toutes robes, dispersés ailleurs, se réunissent pour présider les pèlerinages de l'été ; un centre industriel et commercial, un bazar d'eau, de cires, de médailles, de messes, de statues où le premier industriel du pays ne paie aucune patente ; le siège réel d'un évêché transporté de Tarbes à la grotte, sous l'autorisation de l'Etat, comme si la séparation était accomplie ; un lieu où les droits de mutation, de vente, d'achat, d'enregistrement sont modifiés au profit de l'Eglise ; une ville où la mendicité, le tirelire partout, s'étale au grand jour, avec des guichets, des registres ; un rendez-vous de noble compagnie pour les partis d'opposition réactionnaire et cléricale ; un *foyer d'infection physique et morale.* »

Peut-on mieux dire, — et mieux peindre ? Et ne semblerait-il pas qu'après ce simple exposé des faits, — car le livre de M. de Bonnefon est bien moins un réquisitoire qu'une constatation attristée, — le souffle de la justice, la haro de la volonté nationale, devraient exiger qu'on balayât d'un seul coup ce repaire qui, en plein territoire de la République, brave les lois et nargue la raison ?

Voilà, en effet, le paysage d'ensemble. Mais la conscience et le talent avec lesquels M. de Bonnefon l'a décrit, valent qu'on s'attarde aux détails. Lisez ce livre. Il illustre, de chiffres précis, d'après notes, de documents tangibles, les puissantes et admirables pages de Zola. Il vous fait passer de l'indignation au mépris, de la colère au rire, à la tristesse enfin. Et ce sont là des saines constatations.

Ah ! ce sont de fiers commerçants, que les tenanciers de Lourdes, et il faut avouer que cet chevalier de la Croix sont aussi passés chevaliers maîtres en industrie. Il est vrai que le fonds sur lequel ils spéculent est infini : c'est la crédulité, la naïserie, l'ignorance. Ils ont mis tout cela en coupe réglée, *ad maforem Dei gloriam*, et pour l'engrais du denier de Saint-Pierre. Et en dépit de la protestation des honnêtes gens, ils font comme le nègre, ils *continuent*, avec sérénité. Et ils ont raison, puisqu'il y a quelque chose de plus exploitable et de plus dégoûtant encore que la source de leurs revenus, c'est le respect, la crainte plutôt, que la puissance de ces revenus, du cet or sonnant, mais souvent, impose.

Voilà comme quoi, au lendemain du jour où les congrégations furent interdites, elles pullulent, pacifiquement, en terre bénie de Lourdes. Pacifiquement ! Erreur. Biffons le mot. Car ce que ces marchands du Temple débitant, sous couvert de leurs expéditions d'en, de leurs paeilles (dont une seule, prétend le prospectus, « est assez puissante pour guérir le corps et l'âme qui souffrent »), sous couvert, de leurs statues miraulées, et de leurs soi-disant miracles mêmes, c'est de la politique militante, de la guerre contre l'esprit moderne, contre la pensée libre, contre la République enfin.

Le lys dont sont timbrés les bidons et les verres qu'on vend aux pèlerins c'est pas le lys de saint Joseph, la fleur inoffensive et virginale, c'est le lys héraldique et batailleur, celui de Saint-Louis, de Louis XIV, — et de Louis Philippe ! Les discours sur papier rose, distribués par milliers, aux foules intolérantes, dans les jardins des Pères de la Grotte sont des appels à la résistance et à la lutte contre toutes les casseroles. » — Aussi ces messieurs qualifient-ils en ces discours réservant pour eux le monopole de l'étiquette : bons français, tout ce qui ne se vient point partisan des péchés du siècle, dans l'eau du Gave, tout ce qui est pensée libre, et démocratie. Ce n'est même pas le blâme discret, les yeux levés et les mains jointes, c'est la réprobation à grand orchestre. La crisse du tiau, de ces mauvais-lieux, brusquent d'un horrible Pastoie, ont tout ensemble, contre les institutions de l'Etat, grosse colère à Double profit.

« Les Pères de la grotte, dit M. Jean de Bonnefon, n'en lavent les mains dans l'eau de Lourdes et disent : « Nous sommes étrangers à ces manifestations. » Et ils mentent. »

Aussi bien, qu'est-ce que toute cette prodigieuse forfaire de Lourdes, sinon l'organisation, incomparable, d'un mensonge ?

C'est ce que met en lumière, par un récit parfaitement impartial, la seconde partie du récit de M. de Bonnefon, le deuxième volet du dyptique : Lourdes en 1858.

On y voit le chemin parcouru par cette bérésie de l'Immaculée-Conception, depuis la première apparition à la petite Bernadette, et comment ce qui ne fut d'abord que phantasie, mensonge des sens d'une enfant malade, est devenu bêtiement culcéné, et par la sanction du pape infaillible, un dogme fructueux, un véritable « article » de foi !

Notons d'abord — cette coïncidence en vaut la peine — que l'apparition, à Lourdes, de la mère de Dieu, sous la forme spéciale de l'Immaculée-Conception, est postérieure, de quatre ans, à la définition dogmatique de Pie IX, ce défi au bon sens humain ! Que ne l'a-t-elle précédé ? L'aventure de Bernadette n'eût plus eu cet air d'exemple politique, venant à combattre, de démonstration du divin problème. Enfin !... prenons-le quand elle vient. Car — avez-vous remarqué — ce n'est jamais au pape, ni à l'évêque, aux supérieure par la pensée ou l'intrigue, ce n'est même jamais à vous ni à nous, bonnes gens, que de semblables révélations advienent. C'est généralement à quelque pauvre d'esprit, à ces bienheureux anzuzeis, dit ce pince-sans-rire évangile, le royaume des cieux appartient.

Il est fort intéressant de suivre, dans cette seconde partie du livre de M. de Bonnefon, l'histoire de Bernadette Soubirone, aux temps où nulla apparition n'avait illustré encore la pauvre grotte de Massabielle. On y verra, tout à tour, comment il y eut dès l'origine duperie et supercherie, comment furent provoquées les visions de Bernadette, dont la bonne foi est avec certitude que l'hystérie, comment enfin tout le succès de cette belle entreprise commerciale, fondée sur une extraordinaire, est dû à la collaboration de l'abbé Ader, du curé Peyramale, et de l'évêque Laurence.

Le mensonge est là démontré, pièce à pièce, par la simple juxtaposition des textes, l'annoncé des documents officiels. Et l'on ne sait, après examen, ce qu'il faut admirer le plus, de l'impudence de ceux qui osent de pareilles mystifications, ou de le naïveur de ceux qui les rendent possibles. On demeure confondu devant la spéculeur écrasante de la réussite, devant cet amoncellement de pelets, de basilliques et de millions, par la fragilité de leur base.

A quoi tiennent les choses ! A quoi tiens Lourdes ?... Ecoutez l'anecdote suivante, que M. de Bonnefon rapporte, dans sa préface. Il y avait une fois, dans le diocèse de Bordeaux, « une petite religieuse qui avait des visions, sous le souffle d'un jeune vicaire. Le vicaire trouvait que le cardinal d'alors, Mgr Guibert, était un homme tiède. La vierge chargea donc la petite religieuse de faire des remontrances au prince de l'Eglise. Audience fut accordée à la voyante qui, d'une voix blanche, dit au cardinal les choses les plus désobligeantes, de la part de Notre-Dame. Mgr Guibert écouta le discours sans broncher ; puis il dit à la petite religieuse :

« Ma chère sœur, c'est bien, et vous m'avez beaucoup intéressé. La première fois que vous verrez la sainte Vierge, vous lui direz de ma part que je la supplie du venir me dire toutes ces choses là à moi-même ici, car j'ai grande confiance en elle, mais je n'ai aucune confiance en vous et je ne vous crois pas capable de comprendre ce qu'elle veut vous dire. En attendant, comme la Vierge est capable de vous trouver partout, je vous ordonne de quitter ta maison où vous êtes et d'aller à Z..., à l'autre bout du diocèse ! »

« La sœur obéit et n'eut plus de visions. »

Qu'en pensez-vous ? Et n'est-ce pas le cas de conclure, avec M. de Bonnefon : Ah ! et Mgr Gilbert avait été, en 1858, évêque de Tarbes !

PAUL ET VICTOR MARGUÉRITTE

La Politique

Parmi les phénomènes les plus curieux du moment, il faut signaler les marques de mauvaise humeur que nous constatons chez nos nationalistes, depuis que les déclarations pacifiques de l'empereur Guillaume ont été rendues publiques.

On n'a pas pu contester sérieusement l'authenticité de ce langage. Au premier canal, le *Temps*, donc une note qui ne laissait place à aucune réplique, à aucune contestation, a déclaré que pas un mot n'était inexact de ce qu'il avait publié.

Il a donc fallu admettre que le kaiser, considérant plus sagement les choses, s'était assuré par l'attitude si énergique et si loyale à la fois du gouvernement français, voulait pour ce fait rendre la guerre impossible. C'est dans ce but qu'il a donné à son représentant à la conférence des insurrections éminemment conciliantes.

De savoir que nous n'avons pas à envisager un conflit prochain, ce n'est, il semble-t-il, simple tous les bons citoyens de satisfaction. Mais on a cependant remarqué que les nationalistes ne manifestaient aucun plaisir de la nouvelle mystique qui décorde de la révélation du *Temps*.

Comme nous le disions plus haut, leur mauvaise humeur est visible. Si bien qu'on peut se demander si ces singuliers patriotes ne désirent pas la guerre, à tout prix, dans un intérêt n'ayant rien de commun avec celui de la France.

Par bonheur, il existe une grosse majorité de Français qui estiment, avec M. Rouvier, que notre pays, quand il a eu à se faire respecter et s'imposer, a rempli la meilleure partie de sa tâche, et qu'il n'a point à devenir agressif et provocateur. — *H. J.*

Les Elections Sénatoriales

Réponse au "Réveil"

Le *Réveil du Nord* a publié plusieurs articles par lesquels il demande que soit appliqué, vis-à-vis des socialistes, au second tour du scrutin, le système de la représentation proportionnelle, comme cela a déjà eu lieu dans certaines élections municipales.

Notre confrère s'étonne qu'on ne lui ait pas répondu. « Il y aurait quelque fierté, dit-il, pour les républicains à répondre à la *Dépêche* : « Oui, nous ferons ou second tour, *s'il y a nécessité*, une place au parti socialiste. »

Et le distingué rédacteur en chef du *Réveil*, insistant, déclare qu'il « faudra bien prendre une détermination, tôt ou tard, et dire crûment aux socialistes si, oui ou non, ils ont *droit*, proportionnellement à leur force électorale, à figurer sur la liste du gauche, ou bien si l'on entend revendiquer leurs suffrages, tout en continuant à les traiter en *parias*. »

Le dernier mot nous paraît un moins exagéré. Quand nous lisons dans le *Journal du Roubaix* que les radicaux sont les « domestiques » des socialistes, il semble difficile d'admettre que nous voulions les traiter en « parias ».

De même, le *Réveil* se trompe lorsqu'il écrit « qu'on connaît maintes circonstances où M. Potié bénéficia des suffrages collectivistes ; et on n'en connaît pas où il contribua à les en remercier par une attitude identique ». Aux élections municipales de 1900, un certain nombre de socialistes — six, croyons-nous, — entrèrent au Conseil municipal d'Hanbourdin grâce aux voix républicaines.

Si, jusqu'ici, nous n'avons pas répondu au *Réveil du Nord*, si nous avons été aussi discrète que les progressistes à l'égard des cléricaux », c'est, d'abord, que nous ne voulons pas tomber dans le piège des réactionnaires, qui s'évertuent à nier chaque jour que nous allons « *vers la société* ».

C'est ensuite, que nous avons cru devoir suivre le sage conseil qui nous donnait, dans un récent article, notre confrère Sieuve-Evaney lui-même, quand il « adjurait tous les républicains, sans distinction, de ne rien dire et de ne rien faire, tout en bataillant librement et en toute indépendance, au premier tour, pour leurs idées, qui puisse rendre difficile et peut-être impossible, l'entente au ballottage. »

Nous avons pensé, et nous pensons encore, que ce n'est pas de trop de toutes nos forces, de tout notre temps, de toute notre énergie, pour lutter contre *les* réactionnaires de toute catégorie, et que le mieux est d'éviter le plus possible les polémiques entre radicaux et socialistes.

⁂

Mais, puisque le *Réveil* nous presse, nous ne nous déroberons pas à sa question.

Une observation préliminaire est nécessaire : le *Réveil* déclare qu'il sa parle pas en cela du Parti socialiste, et qu'il ne cherche même pas à « l'influencer. » De même, nous ne parlons pas au nom du Parti républicain, et nous donnons simplement notre propre opinion.

Cette réserve faite, quelle est la règle en matière de discipline républicaine ? C'est que les candidatures ne sont d'ordinairité au premier tour de scrutin doivent se désister en faveur des candidats de gauche plus favorisés.

Voilà le devoir simple, strict, absolu. Sortir de cette règle, c'est s'exposer à tomber dans les discussions, les difficultés, qui engendrent la défaite.

La Fédération socialiste de la Loire a encore affirmé cette règle dans son récent manifeste, reproduit par le *Réveil* comme par nous, et où il est dit que ses candidats se désisteront sans conditions, le 7 janvier, en faveur des candidats républicains.

Que dans la pratique, cette règle, d'un commun accord, puisse donner lieu à des transactions ; c'est, comme nous la disions tout à l'heure, ce qui s'est produit dans certaines élections municipales.

Mais c'est là une question d'opportunité, d'utilité, ou même de *nécessité*, suivant l'expression même du *Réveil*, et non pas un *droit*.

Il ne peut se faire qu'un candidat qui aurait obtenu, par exemple, 200 voix, ait le *droit* de remplacer un candidat qui en aurait réuni mille.

Ce qui doit dominer, dans l'esprit des socialistes aussi bien que des radicaux, ce qu'ils doivent avant tout rechercher, ce sont les meilleurs moyens d'obtenir le succès et d'éviter la réaction.

Lorsque nos amis, à Armentières, refusaient d'appliquer le système de la représentation proportionnelle, ce n'était point pour traiter les socialistes en « parias » ; c'est uniquement parce qu'ils étaient convaincus que l'application de ce système aurait assuré la victoire de la liste réactionnaire, et qu'au mieux aller, si les républicains de la liste commune avaient péniblement réussi à passer, leurs collègues socialistes n'auraient pas été élus.

En se désistant et en observant fidèlement la discipline républicaine, les socialistes n'ont donc rien perdu ; elle ont gagné de contribuer pour leur large part à la défaite réactionnaire et d'obtenir en outre, par là même, un bénéfice moral qui peut avoir sa valeur par la suite.

Voilà, non pas « crûment », mais franchement, notre réponse à la question pressante et répétée du *Réveil du Nord*.

⁂

Maintenant, c'est encore au *Réveil* et à son rédacteur en chef que nous emprunterons notre conclusion :

« Qu'on le veuille ou non, écrivait il y a huit jours M. Sieuve-Evaney, c'est bien Bloc contre Bloc que se feront les diverses batailles prévues pour 1906.

« L'instant est-il, comme on nous y incite quotidiennement à droite, de rompre le faisceau des forces de gauche ? Ne devons-nous pas plutôt, en contrairement serrer plus étroitement les coudes et tout en gardant intacte notre foi, inébranlables nos principes respectifs, ne pas prendre au seul instant de vue l'ennemi qui veille aux portes de la République, épient tous nos mouvements, nous excitent les uns contre les autres pour n'autrement dans le piège à la faveur de nos divisions ou de nos reconnes.

« Caveant consules ! » disaient les sénateurs romains, dans les moments de crise, pour inviter les consuls à veiller.

« Nous nous trouvons dans un de ces moments et c'est parce que nous en avons la conscience très nette que nous disons à tous les républicains :

« — Prenez garde ! »

Nous nous associons pleinement à cé généreux tangage, et nous espérons qu'il trouvera un écho chez tous les républicains.

GEORGES ROBERT.

Ou sont les républicains modérés ?

III

« Les républicains progressistes, demande M. Maurice Lebon, ont-ils songé à la responsabilité qu'ils auraient encourue et la coalition dont ils n'étaient qu'un élément secondaire avait triomphé aux dernières élections ? »

Et ce républicain montre quelle grave crise eût alors ouverte, à quels troubles et à quelles agitations la France eût été livrée.

Et il ajoute :

« *Quel est le devoir des républicains modérés ? C'est, en restant fidèles à l'ensemble du parti républicain, en ne commettant pas la faute de s'en séparer dans la direction générale de la politique, d'essayer de faire prévaloir les idées de modération et de prudence dont ils sont les représentants autorisés.*

« Qu'ils n'oublient pas, surtout, que sous un régime démocratique aucun parti ne peut prétendre à une influence durable s'il ne fait pas confiance à cette démocratie elle-même : il est des moments où la prudence et la sagesse résident moins que jamais dans l'esprit de timidité et de perpétuelle hésitation. »

C'est, en d'autres termes, la pensée qu'exprimait naguère un autre républicain modéré, M. Soulfort, au Congrès d'Avignon.

⁂

Comme conclusion, M. Maurice Lebon cite un extrait du projet de circulaire adressé par M. Thiers aux électeurs du IXe arrondissement de Paris, au mois de septembre 1877, « manifeste interrompu par la mort et dans lequel l'approche de celle-ci semble avoir agrandi l'horizon politique de l'homme d'Etat. »

Les monarchistes agitaient alors un spectre rouge « repris aujourd'hui par l'*Echo du Nord*. Ils s'appliquaient à effrayer les électeurs ; ils signalaient le péril révolutionnaire prêt à tout bouleverser et à tout ruiner ; et ils dénonçaient M. Thiers lui-même comme le complice et le prisonnier des révolutionnaires.

S'adressant à ses électeurs, « à ces honnêtes gens, très honnêtes gens, instruits, plus instruits qu'éclairés, *malheureusement prompts à s'alarmer*, » l'illustre homme d'Etat leur montrait l'éternel esprit de résistance « intant opiniâtre contre le progrès.

Qu'on lise ces phrases de M. Thiers. Elles s'appliquent admirablement à la situation politique actuelle :

« **Le torrent dévastateur, suivant eux, devant lequel ils n'écrient chaque fois que la France va périr, qu'il faut résister, ne cesait il pas ce grand siècle qu'on appelle le XIXe siècle et qui entraîne l'humanité tout entière ?**

« **Et ne savait-ce pas un véritable anachronisme que cette folle résistance à des progrès dont l'humanité a tant profité et dont la France a eu l'honneur de donner le signal ; car elle a marché le flambeau du génie à la main, à la tête de l'humanité.**

« Eh bien ! après tant de ruines, n'est-il pas temps de s'interroger, *de réfléchir et de se demander si ce n'est pas de la marche de l'humanité que l'on a peur ; si ce n'est point à elle qu'on résiste follement ?* »

Voilà ce que disait M. Thiers il y a vingt-huit ans. Les nationalistes républicains ne tiennent pas un autre langage. Et cela suffit pour leur valoir ces dénonciations ainrmées de l'*Echo du Nord*.

⁂

Après cette magistrale citation M. Maurice Lebon conclut en ces termes, et nous recommendons cet émouvant appel aux méditations des modérés sincèrement mais non modérément républicains :

Nous n'ajouterons qu'un mot : à Thiers et ceux, dans le monde entier, les mêmes se partagent entre deux courants ; les courants intermédiaires tendent à disparaître ; et cependant ce n'est pas seulement en matière de rencontre de traine que les temporis sont utiles ; dans le choc et dans la lutte des idées, les hommes modérés et pondérés ont souvent rendu des services en prenant quelquefois un rôle ingrat ; mais qu'on s'en félicite ou qu'on la regrette, leur influence sur les masses, se dirigent vers une humanité meilleure et un idéal supérieur.

Entre ces deux courants, le choix ne saurait être douteux.

La France, dans le marche en avant, a un guide et, la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, que la Révolution a donnée au monde.

Souhaitons, pour l'honneur de l'humanité, qui ne peut rester éternellement ; qui, si elle a déchaîné des certaines passions, en est responsable à la honte d'un recul momentané ; souhaitons pour son honneur, pour son bonheur même, que ceux-là triomphent qui, s'appuyant sur les principes de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, toujours vivants, toujours immortels, sauvent dévouer au monde, dans le siècle qui vient de commencer, une justice meilleure, une fraternité plus large.

Et février 1904. MAURICE LEBON.

Les Radicaux et les Socialistes

L'*Echo du Nord* écrit :

« Les radicaux se sont alliés aux socialistes. Ils ont ouvert les portes des Hôtels de Ville au parti révolutionnaire. Ils l'ont aidé à conquérir des sièges dans les Conseils généraux et à la Chambre des députés. »

Nous répondons :

« S'il est quelqu'un qui ne soit allié aux socialistes, c'est le principal candidat de l'*Echo*, M. Lozé, qui alla à la Mairie de Cambrai d'abord, à son domicile personnel ensuite, rolancer le candidat collectiviste, M. Fièvet, solliciter ses voix, et qui, dans son manifeste, déclare qu'il était « fier » et « honoré » d'avoir reçu le candidat des socialistes et d'avoir recueilli leurs voix.

S'il est quelqu'un qui ait offert aux socialistes de leur ouvrir les portes de l'Hôtel de Ville de Lille, ce sont les amis et alliés de l'*Echo*, les cléricaux de la *Dépêche*, qui proposèrent à M. Delory et à leurs amis de les faire entrer à la Mairie à la place de M. Gérv Legrand.

S'il est quelqu'un, enfin, qui ait cédé à un parti révolutionnaire à conquérir des sièges dans les Conseils généraux et à la Chambre des députés, ce sont ces mêmes cléricaux, avec lesquels les « progressistes » seront obligés d'en faire sénatoriale communal, et qui assurèrent l'élection législative à Cambrai-Lalaing ; ce sont encore, tout récemment, les « progressistes » de Valenciennes qui, à Trevet, dans deux élections au Conseil général, puis à Tourcoing, dans l'élection de trois conseillers municipaux, ont fait campagne, au second tour de scrutin, par leurs manifestes et par leurs journaux — à Tourcoing, le *Télégraphe*, journal « progressiste » dont le rédacteur principal est M. Lutaud, de la *République française* — pour les candidats collectivistes dont ils ont assuré l'élection contre les candidats radicaux.

Voilà, chaque fois, des faits sûrs, certains, incontestés, et que l'*Echo* ne contredira pas.

Un démenti officieux à M. Lozé

La note officieuse suivante est adressée aux journaux :

Il est absolument faux, bien qu'on en ait cherché à l'établir, que le Gouvernement patronne une liste déterminée pour les Elections sénatoriales dans le Nord.

Il n'est également pas vrai que M. le Président du Conseil ait donné à un quelconque de son entourage des instructions pouvant permettre de le faire croire.

Cette note est une réponse claiguée aux vanteriées de M. Lozé qui, comme nous l'avons montré, n'avait pas craint de mettre en cause la personnalité de M. le Président du Conseil, contrairement à toute vérité.

Candidatures de rancunes

La période électorale s'achèvera sans que les candidats progressistes et les candidats libéraux aient comblé, par le moindre déclaration politique, les lacunes de leur programme fait. Aux explications et mettre, si prudent et si franches que cet candidat apparaît que toutes les questions soumises à l'opinion publique, les libéraux et les progressistes n'opposent que des réponses de plus en plus évasives, des accusations odieuses contre d'adversaires déconsidérés, des exclusions à la discorde et à la haine.

Les électeurs sénatoriaux pourront alors se rendre compte du dangereux état d'esprit qu'apportaient au Parlement les candidats de l'*Echo* et de la *Dépêche*. A coup par le peur de perdre leurs privilèges et le désir des catégories leurs rancunes contre ceux qui les dénoncent, ils n'aurait d'autre souci que d'entraver tout projet de réforme, quelque modéré et de sécurité qu'il puisse être, et qui tendrait certaines et profitables aux travailleurs du pays.

Quant aux problèmes politiques et sociaux qui s'imposent à l'attention des législateurs l'évolution constatée du progrès, les libéraux et les progressistes ne veulent pas n'en préoccuper.

LES Professionnels du Patriotisme

Encore deux !

La série continue ! Aussi bien du côté de la *Dépêche* que du côté de l'*Echo* nous assistons, dans la présentation des candidats, à un véritable défilé d'anciens fonctionnaires. Tous ces grands patriotes qui ne cessent de quémander le dévouement des républicains envers le pays et l'armée, n'paraissent n'avoir eu pour la France vaincue et envahie qu'un amour fortement mitigé par le souci de leur vie.

Après M. Lozé, après M. Nemoz dont nous avons en vain cherché les états de service militaire, voici qu'apparaissent M. Alfred Dupont, né à Douai en 1840, et M. Auguste Delvel, né à Fenain en 1842.

Sous l'avalanche de fleurs que respectivement leur servent les journaux de droite nous ne voyons aucune indication sur le rôle qu'ils jouèrent au cours de l'Année terrible. L'un avait trente ans, l'autre en avait vingt-huit. C'est l'âge de la force, du courage, de l'énergie. Comment MM. Dupont et Delval ont-ils employé ces qualités ? De quelle façon ont-ils accompli le devoir sacré qui s'imposait à tous les Français et que nos amis remplirent si valeureusement ?

LA DÉFENSE DE L'AGRICULTURE

Les candidats progressistes libre-échangistes

Non seulement les candidats progressistes tentent de tromper le corps électoral sur leurs véritables opinions politiques, mais certains d'entr'eux l'égarent encore au point de vue économique. La liste n'a pas plus de cohésion d'un côté que de l'autre.

Au moment où l'agriculture, déjà tout éprouvée, voit poindre vers le Nord-Ouest Monde de redoutables concurrences, il faut que ses représentants élus, formant bloc, soient décidés à la protéger par des mesures énergiques contre une nouvelle crise qui amènerait sa ruine définitive et la faire en conséquence la fortune du pays.

Or, parmi les candidats progressistes il en est certainement deux dont les théories économiques, se rapprochant du libre-échange, sont en opposition absolue avec les intérêts de ceux qu'ils aspirent à représenter : ce sont MM. Castelain et Delval.

De par leur origine même, ces deux candidats sont opposés au régime protectionniste et ne pourraient pas sauver l'agriculture le concours sincère et loyal qui lui sera plus que jamais nécessaire au cours de la prochaine législature.